



EDITORIAL

La récente mission conjointe (Gouvernement –Banque mondiale) de supervision du PICAGL organisée entre février et mars 2020 a permis à l'ensemble des parties prenantes de mesurer l'état d'avancement du projet.

Des progrès notables sont enregistrés dans sa mise en œuvre notamment la signature des protocoles d'accord avec les principaux partenaires d'exécution (IITA, RIKOLTO, VSF-B, FAO et UNOPS) et le déploiement sur terrain de leurs experts, le démarrage effectif des activités dans chaque filière, la mise en place et l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes avec un accent particulier sur celles liées aux violences basées sur le genre. A ce jour, les réalisations physiques et concrètes du projet sont légions.

Nous pouvons énumérer entre autres : les champs de multiplication primaire de boutures saines de manioc, les champs de démonstration, les champs de sélection variétale et participative, les champs écoles paysans des cultures fourragères et ceux du riz, les champs d'essai d'adaptation des cultures fourragères, les champs d'acclimatation des variétés de manioc germées au laboratoire SAH, les champs d'expérimentation de nouvelles variétés de riz, le germeo- pépinière des arbres agroforestiers, fruitiers et des plantes antiérosives, la mise en place et l'opérationnalisation des ACSA (Agents Communautaires de Santé Animale) de même que des cabinets/pharmacies vétérinaires privés de proximité, du reste, équipés en matériel et dont les capacités sont régulièrement renforcées, la sensibilisation des bouviers et éleveurs, l'insémination des vaches, la vermifugation des veaux, l'installation et l'opérationnalisation du laboratoire d'aflatoxine à la station de l'IITA à Kalambo, la formation des jeunes et leur initiation à l'agribusiness, l'achèvement des études techniques ainsi que des études d'impact environnemental et social (EIES) devant amener au démarrage des travaux de réhabilitation des routes de desserte agricole dans l'aire du projet, la réhabilitation des bâtiments des Ministères provinciaux de l'Agriculture, Pêche et Elevage tant à Bukavu qu'à Kalemie, etc.

Lire la suite à la Page 3

COUPE ET DISTRIBUTION DES BOUTURES SAINES DE MANIOC AUX AGRIMULTIPLICATEURS, UN PAS VERS L'EFFECTIVITE DES SUBVENTIONS A COUTS PARTAGES DU PICAGL



Le Ministre Jules LWAMBA au lancement de la coupe des boutures à Rugumba et le véhicule chargé des boutures à Sange au Sud Kivu

Le Ministre Provincial de l'Agriculture, Pêche, Elevage, Développement Rural et Environnement de la Province du Tanganyika, M. Jules Lwamba, a procédé le mercredi 25 mars 2020 au démarrage de la coupe des boutures saines de manioc destinées aux agrimultPLICATEURS ayant soumissionnés aux appels à projets de multiplication du manioc lancés par le PICAGL.

A Kalemie, le lancement de cette coupe s'est fait au champ de multiplication primaire des boutures de manioc de l'IITA dans le village Rugumba en présence de la Coordinatrice provinciale de l'UPEP/Tanganyika, Mme Brigitte Kapinga, des délégués du SENASEM (Service National des Semences), des représentants de l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, des agrimultPLICATEURS.

Sawa sawa et Ilona sont les deux variétés de manioc dont les boutures sont coupées dans le cadre de cette opération dans la province du Tanganyika et ce,

pour une superficie totale de 150 hectares. Elles seront remises aux agrimultPLICATEURS agréés par le SENASEM et dont les sous projets ont été retenus pour la saison agricole B de l'année 2020.

Ces variétés serviront de source de sélection régionale pour relever les défis entre autres à la striure brune du manioc (CBSD) auxquels est confrontée la culture du manioc et réduire la pauvreté en RDC.

Par contre, au Sud Kivu, Narocas 1 est une variété plantée dans la plaine de la Ruzizi et introduite en plus de ces deux variétés précitées.

Les trois variétés (Narocas1, Sawa sawa et Ilona) multipliées et distribuées sont appréciées pour leur capacité à haut rendement en racines tubéreuses, leurs résistances multiples aux principales maladies et ravageurs, spécifiquement la striure brune du manioc (CBSD), la mosaïque du manioc, la bactériose du manioc (CBB) et l'antracnose du manioc (CAD)



(SUITE)

pour les maladies ainsi que l'acarien vert et la cochenille farineuse du manioc pour les insectes ravageurs. Aussi, elles donnent des produits de meilleures qualités aux consommateurs.

Fierté et joie, tels sont les sentiments qu'éprouvait le Ministre provincial ayant en charge l'agriculture dans ses attributions au Tanganyika.

Saluant cette opération, il a indiqué que, **« la population sera désormais autonome sur le plan alimentaire ».**

Aussi, il a invité la population à faire davantage confiance au Gouvernement à travers le PICAGL ainsi que son partenaire IITA et surtout, à s'approprier les divers acquis du projet de même que les boutures pour chasser définitivement la faim au Tanganyika, en particulier et en RDC, en général.

Les subventions à coûts partagés en marche : du rêve à la réalité au bénéfice des bénéficiaires



Mme Brigitte KAPINGA au front pld la coupe des boutures

La coupe de ces boutures de manioc de même que leurs remises aux agrimultiplificateurs agréés par le SENASEM augure une nouvelle ère dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet plus particulièrement dans le programme des subventions à coûts partagés.

Ce programme est un mode de cofinancement où Le PICAGL finance ou subventionne une partie de coût de sous-projet du demandeur de fonds et ce dernier apporte une contribution au budget de son projet.

Parmi les heureux bénéficiaires de ce programme figurent en bonne place les agrimultiplificateurs, les organisations des producteurs (végétales et animales) ainsi que les ménages agricoles.



Mr Dalton, IPAPEL de FIZI soulevant un tubercule

Satisfaite du bon début de ce programme qui, jadis, constituait un rêve mais devient à ce jour une réalité, la Coordinatrice provinciale de l'UPEP/Tanganyika, Mme Brigitte Kapinga estime que la coupe des boutures de manioc amorce le travail effectif du projet dans l'optique d'accroître la production et la productivité locale.

« Ceci permettra de renverser la tendance à l'importation des denrées alimentaires en cette période où les pays ferment leurs frontières suite à la pandémie de Corona virus. Grâce au PICAGL, la population pourra dorénavant consommer ce qu'elle produit elle-même », a-t-elle renchéri.

Présents à cette cérémonie, les heureux bénéficiaires ont quant à eux salué et remercié le PICAGL de s'être investi dans la multiplication des boutures et des semences. Ils estiment que cette initiative louable du PICAGL laisse entrevoir une augmentation considérable de la production vivrière dans l'aire du projet.

L'un deux, Mr Josué SAFARI, Coordinateur de SAD, Service des Aigles pour le Développement, une association bénéficiaire du territoire de KABARE dans la province du Sud Kivu, se dit prêt à mobiliser les membres de son association et à réaliser la multiplication secondaire des boutures de manioc à haut rendement et de qualité qui leur sont distribuées. **« Avec l'opportunité que nous offre le Picagl, nous allons travailler de manière à produire beaucoup de boutures.**

Ceci nous permettra de vendre une partie pour doter notre structure des moyens pour pouvoir mieux fonctionner après le Projet. Ainsi donc, nous serons à mesure d'autofinancer de façon rotative les activités champêtres de nos membres », a-t-il fait savoir.

Cette appropriation et acceptation des variétés de manioc donnent un nouvel espoir aux communautés bénéficiaires tant au Sud-Kivu qu'au Tanganyika. Celles –ci comptent sur la bonne mise en œuvre des objectifs du Projet en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour s'assurer d'atteindre les résultats escomptés, l'IITA a, en qualité de partenaire de mise en œuvre de la chaîne de valeur manioc, commencé par dispenser une formation de renforcement des capacités aux multiplicateurs secondaires.

La stratégie employée a permis de rassembler et fédérer un grand nombre de coopératives et de ménages agriculteurs dans la multiplication des semences de manioc améliorées dans l'aire du projet.

Aussi, il prévoit plusieurs autres formations à l'intention de ces agrimultiplificateurs en vue d'une plus grande sensibilisation sur la multiplication des semences et les pratiques post-récolte. I

Il sied de noter que les semences améliorées résultant de cette multiplication secondaire seront transférées aux ménages dès le mois de décembre 2020.



La main d'œuvre locale mis à contribution pour la coupe des boutures et récolte des tubercules

ECHOS DU PICAGL

Redaction:

Sara Amina PANGASUDI

(UPEP Tanaganyka)

Bob Van Romarique KATAY

(UPEP Sud – Kivu)

Anselme MUMBERE SISI

(UNCP Kinshasa)

Photo:

Sara & Bob

Infographie:

Bob Van Romarique KATAY

Contacts: +243 999411414 / 810427720

815215326 / 998104904

822222214



EDITORIAL (SUITE)

L'atteinte des résultats ci-haut décrits a été rendu possible avec l'apport de tous et atteste qu'un pas important a été franchi.

Cependant, un effort considérable reste à déployer pour atteindre l'objectif général de développement du projet.

Raison pour laquelle, nous saisissons l'occasion offerte par ce canal d'information pour exhorter tous les acteurs et animateurs du projet de même que les bénéficiaires qui sont aussi parties prenantes, à plus d'engagement, de participation effective et efficiente à la mise en œuvre des activités du projet.

Si hier, par exemple, nous étions à la phase de la multiplication primaire ; aujourd'hui, nous avons entamé la phase de la multiplication secondaire pour la culture du manioc et les heureux bénéficiaires de cette initiative ne sont autres que les agrimultiplicateurs et opérateurs semenciers ayant soumis leurs sous projets dans le cadre des subventions à coûts partagés.

Ce mode de cofinancement est ouvert à tous les acteurs du secteur agricole exerçant une activité agricole dans l'une des chaînes de valeur développées dans le projet.

Il vient remédier tant soit peu à l'épineux problème de financement des activités agricoles que nous connaissons dans notre pays, la RDC. Son opérationnalisation est désormais effective au PICAGL.

D'où, cet appel lancé à tous les acteurs et opérateurs du secteur agricole à soumissionner davantage pour en être des heureux bénéficiaires.

Car, nous restons convaincus qu'ensemble, nous pourrons relever le défi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'aire du projet et contribuer ainsi au développement de la RDC grâce au revenu généré de nos activités agricoles.

Alfred KIBANGULA ASOYO

En bref : Le Bureau de l'IITA/Tanganyika a un nouveau chef et se mute en une station



Dr Paul DONT SOP, le nouveau Chef de Station de L'IITA à Kalemie

L'IITA a un nouveau Chef de station au Tanganyika. Le Docteur Paul DONT SOP a officiellement pris ses fonctions le 1^{er} Avril 2020.

De nationalité camerounaise, il est Docteur en Economie et a travaillé à la station de l'IITA à Kalambo au Sud Kivu avant de venir à Kalemie.

Il convient de savoir que jusque-là l'IITA n'avait qu'un bureau au Tanganyika qui dépendait du Sud Kivu. Désormais, le bureau de l'IITA a été élevé au rang de Station au même titre que la station de Kalambo au Sud Kivu. A ce titre, il dépendra du Hub Afrique Centrale de l'IITA basée à Nairobi au Kenya.

L'UPEP Tanganyika lui souhaite la bienvenue dans la grande famille PICAGL au Tanganyika





LES JEUNES OUTILLES SUR LES NOTIONS DE L'AGROBUSINESS ET LA NUTRITION A BASE DES CULTURES BIOFORTIFIEES A KALEMIE



Les associations des jeunes de Kalemie ont pris une part active aux travaux de l'atelier

Le Centre International d'Agriculture Tropicale en sigle « CIAT » et son programme HarvestPlus en partenariat avec le PICAGL et l'IITA ont organisé un atelier de formation sur le thème : « l'agro-business et la nutrition avec les cultures bio fortifiées » à l'Hôtel Beach Musalala de Kalemie du 16 au 18 mars 2020, à l'intention des partenaires agri multiplicateurs et centres nutritionnels la province du Tanganyika.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'intégration régionale. Il a été lancé par le Ministre provincial de l'Agriculture, Pêche, Elevage, Développement rural et Environnement du Tanganyika, Jules LWAMBA BALIMWACHA. Il avait pour objectif de renforcer les capacités opérationnelles des partenaires impliqués dans la multiplication et la dissémination des semences des cultures bio fortifiées mais également les partenaires impliqués dans la nutrition.

Divers acteurs opérant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont pris une part active à ces travaux. Au nombre de ceux-ci figurent en bonne place les jeunes des associations de Kalemie. Ces derniers, forts intéressés par l'agro-business, ont appris comment développer des plans d'affaires susceptibles d'être financés afin de générer des revenus et lutter contre la pauvreté.

Aussi, à l'instar de tous les autres participants, ils ont été notamment formés sur les techniques de production des semences ; la promotion et le marketing des semences ; la sensibilisation sur les cultures bio fortifiées auprès de la population et sur les valeurs nutritionnelles des cultures bio fortifiées ainsi que leur utilité.

Après les exposés théoriques et les échanges, les participants à l'atelier ont assisté à une séance pratique de préparation et de dégustation des aliments à base de farines de maïs et de haricots bio fortifiés à leur grande satisfaction. Ils ont aussi visité les champs de maïs et de haricots bios fortifiés du CIAT dans le bassin de la Rugumba dans le territoire de Kalemie.

La tenue de cet atelier a été saluée par les acteurs oeuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein de la Province du Tanganyika. Car, rappelons-le, le Tanganyika est l'une des provinces de la République Démocratique du

Congo à être fortement touchée par la malnutrition infantile et maternelle selon le Programme National de Nutrition, PRONA-NUT. Pour y combattre, une alimentation saine s'avère nécessaire dans la mesure où elle permet de réduire l'insuffisance pondérale chez les enfants ainsi que les femmes enceintes. D'où, l'introduction et l'adoption des cultures bio fortifiées en tant que remède efficace pour résorber la malnutrition grâce à une alimentation saine, riche et équilibrée.

Le PICAGL comme premier projet de développement de la province du Tanganyika fait de la lutte contre la malnutrition un des piliers de son action en faveur de la population. Raison pour laquelle, il s'est assigné comme objectif de produire environ 72 tonnes de semences de haricots et de maïs bio fortifiés.

Cette quantité de semence couvrira au moins 30.000 ménages. Ces derniers pourront disséminer ces cultures à travers toute la province du Tanganyika. Pour atteindre cet objectif, le projet travaille avec le CIAT, un organisme chargé de faire la promotion des cultures bios fortifiées, c'est-à-dire riches en nutriments (fer, zinc, vitamine A).



Dégustation de la bouillie par les participants



UPEPS ET PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE DU PICAGL OUTILLES EN TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNÉES, SUIVI-EVALUATION ET RAPPORTAGE

Les Coordonnateurs provinciaux des Unités Provinciales d'Exécution du Projet (UPEP) PICAGL, les chargés de suivi-évaluation, les délégués des partenaires de mise en œuvre du Projet sur terrain et les responsables provinciaux de l'INERA, du SENASEM et quelques responsables des Inspections Provinciales de l'Agriculture, Pêche et Elevage, Développement Rural et d'autres services étatiques concernés par la mise en œuvre du projet ont participé à un atelier d'harmonisation et de validation des outils de collecte des données et de formation sur l'élaboration des rapports du Projet.

différentes réalisations du Projet dans l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

D'où, la tenue de cet atelier de si haute importance comme l'a souligné le Ministre Provincial en charge de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Elevage, du Développement Rural et de l'Environnement du Tanganyika, Jules Lwamba Balimwacha lors de son allocution à l'ouverture des travaux dudit atelier.

et canevas de rapportage trimestriel et annuel du projet. Ces travaux étaient notamment animés par le Consultant International, M. Issa Drame et le Responsable National de Suivi-Evaluation à l'UNCP, M. Naven Matondo.

Lors de la formation, les participants ont eu droit aux présentations, suivies chacune d'échanges organisés/modérés par le consultant international ISSA DRAME. Ce dernier a rappelé aux participants que *le PICAGL est avant tout un projet du Gouvernement et en tant que tel,*



Photo de famille à la clôture de l'atelier de Bukavu

Cette activité s'est déroulée en deux phases. La première eut lieu du 9 au 12 mars 2020 à Kalemie en Province du Tanganyika et la seconde s'est déroulée du 12 au 13 mars à Bukavu dans la province du Sud Kivu.

Si, l'harmonisation des outils de collecte des données a toujours constitué un défi pour tout projet de développement vu la complexité des indicateurs laquelle est fonction de la diversité des partenaires de mise en œuvre sur terrain.

Elle est et demeure pour autant une nécessité pour le PICAGL, soucieux de rapporter et faire connaître régulièrement et progressivement, aussi bien aux diverses parties prenantes qu'à l'ensemble des bénéficiaires voire même à tous ceux qui y sont intéressés, l'état d'avancement de ses différentes activités de manière à offrir à la grande communauté l'occasion d'apprécier à leur juste valeur les efforts consentis, les actions et initiatives menées et surtout l'impact positif des .

« Le PICAGL étant le premier projet de développement de la province du Tanganyika, il est donc nécessaire que ses animateurs soient mieux outillés, aptes à éclairer l'opinion sur les progrès réalisés dans le développement des filières semencières promues par le projet.

Et tout cela passe par la maîtrise de l'utilisation des outils de rapportage appropriés qui traduisent comme il se doit la réalité du travail fourni».

L'atelier de formation des UPEP et partenaires de mise en œuvre avait notamment pour objectif d'harmoniser la compréhension des parties prenantes sur les indicateurs du projet et renforcer leur appropriation des objectifs, stratégies, résultats –cibles, outils de suivi-évaluation (cadre des résultats, bases de données nominatives des bénéficiaires directs à renseigner, fiches de suivi à renseigner, etc.)

il devra impérativement répondre aux attentes des populations bénéficiaires pour lesquelles il a été formulé. Ainsi, insiste-t-il, les réalisations du projet doivent être bien documentées.

Il a, par ailleurs, fourni aux participants des explications claires sur le cadre des résultats du projet, les fiches de suivi et évaluation des activités des chaînes de valeur agricole ainsi que celles des infrastructures et sur la bonne façon de le renseigner en y plaçant les informations pertinentes.

Somme toute, les échanges intenses entre participants, ont permis de clarifier tous les points, y compris la stratégie du projet, son modus operandi (opérations), ses bénéficiaires, ses attentes (résultats attendus et son cadre des résultats), le contenu des rapports trimestriels et annuels du PICAGL, etc.



Tous les outils de suivi –évaluation et les canevas des rapports du projet ont été discutés en prenant des exemples concrets pour illustrer comment les exploiter, notamment les bases de données nominatives des ménages de producteurs, des agrimultiplicateurs et des MPME agroindustrielles.

A l'issue de cette formation, les deux UPEP (Tanganyika et Sud Kivu), les services étatiques et les autres partenaires de mise en œuvre du projet ont décidé de renforcer chacun en ce qui le concerne le contenu des rapports attendus, conformément aux canevas qu'ils se sont appropriés pendant la formation et de respecter l'échéance des remises des rapports.

Aussi, dans les deux provinces, les participants ont adopté de nouveaux modèles de rapports trimestriels, annuels sur l'état d'avancement du projet.

Ces nouveaux outils plus adaptés et plus pratiques seront désormais utilisés par les partenaires de mise en œuvre du projet et les UPEP.



Déroulement de l'atelier à Kalemie avec M. Issa DRAME

Ils auront l'avantage de préparer progressivement toutes les parties prenantes à l'évaluation d'impact du PICAGL.

Satisfaite des nouvelles connaissances acquises, Mme Germaine FURAHA, Directrice du Programme Riz chez RIKOLTO, n'a pas manqué, au nom de tous les participants, de remercier l'UNCP pour l'initiative de cet atelier de renforcement des capacités et de partage d'expériences et a rassuré l'équipe des formateurs de la mise en application des enseignements reçus. Quant au Coordinateur Provincial de l'UPEP/Sud Kivu, M. Jean Damas Bulubulu, il a félicité non

seulement les participants pour leur présence assidue mais également le consultant international tant pour la pertinence de la formation que pour les éclairages détaillés et les enseignements pratiques donnés aux participants.

Pour sa part, le Directeur de Cabinet du Ministre provincial de l'agriculture au Sud Kivu, M. Mao ISHIKITILO s'est réjoui de la tenue de l'atelier et a réitéré les remerciements du Gouverneur de la province du Sud Kivu au Gouvernement de la République et à la Banque mondiale pour l'appui aux populations agricoles du Sud Kivu.

Aussi, il a félicité tous les participants et le consultant international avant de clore à Bukavu le 13 mars 2020 l'atelier de formation du PICAGL dans l'aire du Projet sur les outils de collecte des données, du suivi-évaluation et le rapportage du projet.

La mise en application du système GEMS de la Banque mondiale dans les UPEP



Exercices pratiques sur l'utilisation de ODK Collect et GEMS à Kamangu Kalemie



Exercices pratiques sur l'utilisation de ODK Collect et GEMS à Mulungu/Bukavu

En marge de cet atelier, les participants ont aussi été formés à l'usage du logiciel ODK Collect. Cette formation était assurée par M. Landry Régis KASUAMA, I.T. à l'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP)/PICAGL, venu de Kinshasa. ODK Collect est un logiciel de collecte des données géo-spatial utilisé désormais par le Portefeuille agricole de la Banque mondiale en RDC.

Il permet de centraliser toutes les réalisations du projet dans une zone donnée par la production d'une carte de localisation des lieux où sont exécutées les activités du projet.

Il est donc un outil de suivi-évaluation efficace aidant à faire le suivi de proximité des activités et réalisations du projet sur terrain.

Cette formation a été dispensée dans un premier temps à Kalemie et ensuite à Bukavu. Après la partie théorique, la 2e étape a consisté à des exercices pratiques sur l'utilisation proprement dite du GEMS pour la géolocalisation et d'ODK Collect.

A Kalemie, l'exercice pratique s'est déroulé au Champs de multiplication primaire des boutures de manioc de l'IITA à Kamangu, situé à environ 35 Km de la ville de Kalemie.

Les apprenants accompagnés du Ministre Jules LWAMBA BALIMWACHA et sous la supervision de l'IT de l'UNCP ont expérimenté ces deux outils à leur grande satisfaction.

A Bukavu, les exercices pratiques se sont déroulés à la station de l'IITA/Kalambo ainsi que dans des champs de multiplication primaire des boutures de manioc situés à Kabare.

A l'issue de cette formation, une équipe mixte UNCP-UPEP et Partenaires de mise en œuvre du projet a effectué une mission de terrain de collecte des données GEMS dans les territoires de Walungu, d'Uvira et de Fizi. Conduite par le Chargé de communication de l'UNCP, M. Anselme Sisi MUMBERE, la mission a répertorié et cartographié toutes les réalisations physiques du PICAGL et l'a intégré au système GEMS de la Banque mondiale.



Collecte des données GEMS à Bwegera dans le territoire d'Uvira



120 ACSA du Sud Kivu formés en diagnostic et traitement des bovins



Séance de formation des ACSA dans le territoire d'Uvira

Vétérinaires sans Frontière/Belgique, partenaire de mise en œuvre de la chaîne de valeur élevage Laitier au PICAGL accompagne techniquement et méthodiquement les acteurs de la filière lait dans l'aire d'intervention du projet. C'est dans ce cadre que VSF-B a procédé à la formation de 120 ACSA dans la province du Sud Kivu durant la période allant du 27 février au 12 mars 2020.

La formation a consisté en un renforcement des capacités des ACSA sur le diagnostic et le traitement des maladies du bovin. Elle était animée de manière séquentielle dans les trois bassins de production de cette province, à savoir : le bassin de Bukavu et ses environs, le bassin de la plaine de Ruzizi et le Bassin de Fizi. Elle s'inscrivait dans le cadre de l'opérationnalisation du Réseau de Santé Animale de Proximité (RSAP) institué par le Projet en RDC, en général et dans les deux provinces du Sud Kivu et du Tanganyika, en particulier.

Saluée par toutes les parties prenantes au projet et particulièrement par les éleveurs, principaux bénéficiaires des prestations des ACSA, la formation a permis à ceux-ci de mieux cerner leurs responsabilités, leurs rôles, leurs limites dans l'exercice de leurs tâches. Outre la vente des médicaments et la pratique des soins sur les bovins, les ACSA remplissent généralement quatre fonctions ci-après : la fonction sanitaire, de sensibilisation, de vulgarisation et de gestion.

Concernant la fonction sanitaire, les ACSA servent généralement de relais au médecin vétérinaire et assurent promptement des cas de prise en charge telles que repris dans leurs prérogatives. Il s'agit des gestes élémentaires des soins des animaux comme les injections en intramusculaire et injection sous cutanée, le pansement des plaies, la pulvérisation contre les ectoparasites, le traitement des parasites internes, etc.

Pour ce qui est de la fonction de sensibilisation, les ACSA sont tenus de sensibiliser les éleveurs sur la prise en charge des soins vétérinaires, d'abandonner l'automédication causant très souvent la chimiorésistance chez les animaux, de faire vacciner les animaux, d'éviter la divagation du cheptel, etc.

S'agissant de la fonction de vulgarisation, le Réseau de Santé Animale de Proximité (RSAP) auquel fait partie l'ACSA est non seulement un cadre de concertation facilitant la mise en relation des acteurs de santé animale mais aussi un noyau d'information sur l'épidémiosurveillance.

Au sujet de la fonction de gestion, l'ACSA est tenu de disposer des médicaments vétérinaires de qualité contrôlée et doit bien tenir une caisse et des documents comptables élémentaires. A la fin de chaque mois, il doit produire un rapport.

A l'issue de la formation, les ACSA ont reçu des outils et le guide de la formation. Ceci les aidera à se rapprocher davantage des éleveurs et à être également opérationnels et efficace au service de la communauté des éleveurs. Aussi, la mise à disposition d'outils de formation servira d'aide-mémoire à l'ACSA pour qu'à chaque fois qu'il s'y réfère pour servir correctement les éleveurs.

A ce jour, dans le volet consacré à la santé animale, VSF-B a eu à installer 6 vétérinaires privés dans la province du Sud Kivu. Ces derniers ont, à leur tour, sélectionné avec la participation des éleveurs, 120 ACSA ((Agents Communautaires de la Santé Animale) dans les différents villages couverts par le PICAGL.



Installation des ACSA de Luvungi dans le territoire d'Uvira

Ces ACSA ont pour rôle de soigner les animaux des éleveurs sous le contrôle des médecins vétérinaires. Aussi, pour mieux atteindre la cible de sa formation, VSF/B a fait recours à la technique de formation des formateurs où les vétérinaires préalablement formés par les experts de VSF/B ont, à leur tour, dispensé la formation aux ACSA.



REPORTAGE PHOTO

LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU BATIMENT DEVANT ABRITER LES BUREAUX DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'AGRICULTURE; PECHE ET ELEVAGE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL DANS LA PROVINCE DU SUD KIVU



Vue d'ensemble à partir du profil gauche



Vue d'ensemble à partir du profil droit



Vue de la façade arrière, enduit extérieur en cours



Vue de l'intérieur 3è Niveau, enduit intérieur et gitage en bois



Pose des portes et fenêtres métalliques



Pose des chambranles des portes en bois

Unité Nationale de Coordination de Projet(UNCP)
Crois du Bvd du 30 Juin et avenue Batetela
(dans l'enceinte du Secrétariat Général à l'Agriculture)
Kinshasa/Gombe
Tél : (+243) 81 81 37 923
Editeur- Directeur de Publication
Alfred KIBANGULA ASOYO